

Notons au passage que le programme énergétique national a échoué. C'était la liquidation de nos richesses naturelles. La mise à jour du programme a échoué. Ce qui a donné le coup de grâce à la mise à jour du programme énergétique national ce fut l'échec total des mégaprojets. Ces projets n'ont créé aucun emploi et n'ont nullement contribué à relancer l'économie canadienne.

Nous anticipons l'échec de l'entente énergétique Canada-Terre-Neuve. Il ne faut pas se réjouir si la Cour d'appel de Terre-Neuve s'est prononcée en faveur du gouvernement fédéral du Canada. A un moment ou l'autre il faudra que les responsables du gouvernement fédéral et du gouvernement de Terre-Neuve se mettent à négocier de bonne foi. Si le gouvernement fédéral n'accepte pas de partager équitablement et également l'exploitation de ces ressources avec le gouvernement de Terre-Neuve, nous aurons encore les mêmes difficultés économiques. Le Programme énergétique national parlait beaucoup de justice. Il n'y aura pourtant pas de justice avant plusieurs décennies. Le gouvernement de Terre-Neuve demande simplement que ces ressources soient gérées de façon à permettre qu'une partie des 100 milliards de dollars que devrait produire Hibernia reste à Terre-Neuve. La seule façon d'y parvenir consiste à permettre aux Terre-Neuviens de participer à la gestion et à la mise en œuvre du projet et de déterminer à quelle vitesse se fera l'exploitation afin de favoriser les industries de cette province et de toute la région de l'Atlantique et d'aider les autres régions du Canada qui profiteront de la mise en valeur de ces ressources.

Les leçons de l'histoire sont très claires. Qu'est-il arrivé à la majorité des emplois créés par la découverte de pétrole dans la mer du Nord? Ce sont les États-Unis qui en ont profité. Il est temps d'oublier la mise au rancart des mégaprojets. Le gouvernement fédéral doit maintenant reprendre ses négociations avec Terre-Neuve, oublier à qui les gisements appartiennent, déterminer comment l'ensemble des Canadiens peuvent les partager équitablement et permettre en même temps aux habitants de Terre-Neuve et de la région de l'Atlantique de laisser derrière eux les problèmes économiques qu'ils ont connus pendant si longtemps. L'exploitation de ces ressources pourrait aussi permettre de créer une base industrielle et économique solide pour que ces régions continuent à prospérer quand le pétrole sera épuisé.

● (1700)

Le gouvernement s'inquiète de la diminution de ses recettes fiscales. Pourtant, dans la mise à jour du Programme énergétique national on prévoyait certaines mesures de recouvrement qui devaient permettre au gouvernement fédéral de réaliser des recettes convenables. Nous pourrions peut-être nous pencher aussi sur certains des programmes destinés aux jeunes dont l'orateur précédent a parlé, de même que sur des programmes pour les chômeurs qui contribueraient à remettre sur pied certains projets économiques.

Malheureusement, les mesures annoncées dans la mise à jour du Programme énergétique national ont, elles aussi, été mises au rancart. Le prix de l'énergie a tellement baissé sur le marché international que le pétrole remplacera probablement le gaz naturel. Le gouvernement essaie de vendre d'énormes quantités de gaz naturel. L'Office national de l'énergie s'était engagé à vendre beaucoup de gaz naturel aux États-Unis. Parce qu'il voulait tenir sa promesse et maintenir le prix du

Pouvoir d'emprunt

gaz naturel au Canada à 65 p. 100 du prix du pétrole, le gouvernement a perdu 300 millions de dollars de recettes. A cause de cette mauvaise planification les recettes prévues ont chuté de 65 à 30 milliards de dollars, celles du gaz naturel ayant baissé de 300 millions de dollars à elles seules. On constate donc une perte énorme au chapitre des recettes prévues depuis la mise à jour du Programme énergétique national en 1982. Cela nous ramène à l'effondrement des projets énergétiques et à celui de l'accord énergétique entre le Canada et Terre-Neuve. Nous assistons maintenant à l'écroulement des prévisions relatives aux recettes.

On a beaucoup parlé d'équité tout au long de ces deux rapports bidon sur la politique énergétique. Ils contenaient des erreurs de jugement à propos de la reprise économique et industrielle du pays.

Pas plus tard que jeudi dernier, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) déclarait à Vancouver que le gouvernement s'était fixé comme principale tâche de faire construire des gazoducs pour permettre aux Canadiens de la région de l'Atlantique d'avoir le choix entre le gaz naturel et le pétrole et pour desservir, en gaz naturel, les Canadiens de l'île de Vancouver qui pour l'instant n'ont d'autre choix que le pétrole. On avait affecté 150 millions de dollars pour construire ce gazoduc et payer les frais de conversion dans l'île. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a semblé mettre ce projet au rancart jeudi dernier. Beaucoup de Canadiens et moi-même saurions gré au ministre de jouer franc jeu et de déclarer à la Chambre, pour la gouverne des habitants de l'île de Vancouver, si ce projet de gazoduc va se matérialiser. Il a laissé entendre que non puisqu'une étude avait prouvé que les coûts seraient exorbitants.

L'Office national de l'énergie a rendu publique il y a environ une semaine et demie une proposition visant à accroître dans des proportions considérables, l'exportation de gaz naturel à destination surtout du marché américain. Je trouve inacceptable le motif dont s'inspire cette décision et j'estime qu'elle n'est pas sans poser des problèmes, mais le gouvernement fédéral a cédé au chantage de l'industrie qui menace de cesser ses activités s'il n'autorise pas la vente de gaz naturel. Les Américains d'autre part nous bousculent en menaçant de ne pas acheter notre gaz naturel à moins que le gouvernement ne baisse son prix sensiblement. Les Canadiens sont menacés de devoir payer des milliards pour encourager la prospection gazière. Les sociétés versent environ 6c. et les contribuables canadiens, environ 94c. pour le risque que représente l'exploration de nouveaux gisements d'un gaz naturel et d'un pétrole très coûteux. Pourtant, le gouvernement s'apprête à vendre à prix réduit aux Américains un volume de gaz que leur marché ne peut pas absorber. Les Canadiens vont se retrouver en plus mauvaise posture encore après avoir payé ces énormes subventions d'encouragement tandis que le gouvernement verra diminuer considérablement ses recettes parce qu'il aura fait cadeau aux États-Unis de cette richesse naturelle rare et précieuse.

Essayons de voir sur quelle logique repose ce projet grâce auquel les Américains obtiendront à bon marché une source énergétique avec laquelle ils produiront à meilleur compte des biens qui feront concurrence à nos produits coûteux sur un marché international fortement compétitif. La politique sous-jacente à l'exportation du gaz est illogique sur le plan économique. L'illogisme de notre Programme énergétique national